

A Londres, les premiers ratés des Quinze plus onze

La France menace de s'opposer à la candidature de Chypre.

Londres envoyés spéciaux

«**E**n soi, c'est un événement», a commenté Jacques Chirac, à l'issue de l'inauguration de la conférence européenne, hier, à Londres, qui réunissait pour «la première fois les 15 pays membres de l'Union européenne et les 11 pays candidats». L'événement était en effet hautement symbolique: qui aurait pu imaginer une telle réunion, il y a à peine une dizaine d'années?

Cependant, passé les premiers moments d'émotion, cette première réunion a montré l'ampleur des problèmes qui attendent les Quinze. Car les 26 chefs d'Etat et de gouvernement ont été bien incapables de faire autre chose que d'aligner des discours préparés à l'avance: «Au dix-huitième, on s'est dit ouf! plus que six», confiait un diplomate européen. «Aucun échange n'a eu lieu.» Ils ont ainsi réalisé que l'UE étoufferait

sous le nombre. Pour Chirac, «on est arrivé à un point où ça ne peut plus marcher sans modification des institutions» européennes. «Avant l'entrée effective de nouveaux pays, nous avons l'obligation» de procéder à ces réformes, a-t-il insisté. Pour autant, le président de la République estime que non seulement «l'Europe peut fonctionner à 26 mais [qu']elle le doit. Les

Yalta, ça ne marche pas». Peut-être. Mais le boycottage, par la Turquie, de la conférence européenne pour cause d'exclusion d'Ankara du «processus d'élargissement», dessine un nouveau Yalta entre les mondes musulman et chrétien. Ce dont la France et la Grande-Bretagne ne veulent pas entendre parler. Tony Blair a, une nouvelle fois, souligné que «la porte [de la

conférence] reste ouverte».

Reste que cette crise entre la Turquie et l'Union menace de faire sa première victime: Chypre. En effet, cette île, dont le Nord est occupé depuis 1974 par les troupes turques, risque de se retrouver interdite d'adhésion faute d'une participation des Chypriotes turcs aux négociations. «L'Union européenne n'a pas vocation à prendre un morceau de Chypre et à intégrer un conflit qui n'est pas le sien», a martelé Jacques Chirac. Pour la France, les négociations d'adhésion avec Chypre n'ont de sens que si elles aident à la réunification de l'île et non à la pérennisation de la partition. Or le refus d'Ankara de se contenter du strapontin offert a conduit les Chypriotes turcs à refuser de participer aux négociations. Pour Paris, soit «on négocie avec un pays entier», soit on ne négocie pas... ●

JEAN QUATREMER

et FRANÇOIS SERGENT



Tony Blair et Jacques Chirac, hier à Buckingham Palace.